

**Programme International d'Etudes Avancées
de la Fondation Maison des sciences de l'homme**

Reid Hall, Columbia University Institute for Scholars

Rapport sur le projet international

**L'EUROPE : UNE COMMUNAUTÉ DE TRADUCTION ?
IDENTITÉ EUROPÉENNE, DIVERSITÉ CULTURELLE ET
CITOYENNETÉ DÉMOCRATIQUE**

(5 janvier – 30 mars 2005)

MEMBRES DU GROUPE

Jean-Pierre Marcos, maître de conférence au département de philosophie, Université de Paris 8 (*co-ordinateur scientifique et administratif*)

Jelica Sumic, professeur au département de philosophie, Faculté des lettres, Université de Ljubljana, Slovénie (*co-ordinatrice scientifique*)

Ernesto Laclau, professeur au département des sciences politiques, Université d'Essex, Grande Bretagne

Rado Riha, directeur de l'Institut de philosophie, Centre de recherches scientifiques, Slovénie

Oliver Marchart, maître de conférence au département de communication et de médias, Université de Bâle, Suisse

Ce projet de recherche lancé dans le cadre du Programme international d'études avancées autour du thème « L'Europe : Une communauté de traduction ? Identité européenne, diversité culturelle et citoyenneté démocratique » s'inscrit dans une double continuité.

D'une part, il convenait de poursuivre dans la voie ouverte par les réflexions développées au cours du colloque portant sur « l'universel, le singulier et le sujet », organisé à la Maison Suger de la MSH en novembre 1998.

Les travaux de cette rencontre, à laquelle ont participé Alain Badiou, Claude Imbert, Monique David-Ménard, Sylvain Lazarus, Jean-Pierre Marcos, Rado Riha, Jacob Rogozinski, Svetlana Slapsak, Jelica Sumic et Sophie Wahnich, ont été publiés, sous la direction de Jelica Sumic, dans le recueil *Universel, singulier, sujet* chez Kimé en juin 2000.

D'autre part, ce projet a cherché à approfondir et à élargir l'enquête sur l'universel ouverte au cours d'un séminaire dirigé par Rado Riha, Centre de recherches scientifiques, Ljubljana, et Jelica Sumic, Université de Ljubljana, au Collège International de Philosophie à Paris, en 1999-2000 et 2000-2001.

L'objet de ce projet, reprenant ce qui a été dégagé comme le coeur du problème de la ruine de la notion d'universel dans la conjoncture actuelle désignée comme « globalisation », fut d'examiner les diverses modalités de la construction des identités communes dans les sociétés contemporaines, plurilingues et multiethniques.

Notre thèse étant que, dans la conjoncture actuelle, marquée à la fois par le surgissement de nouvelles pratiques d'exclusion et par un vacillement des frontières de la communauté, la construction identitaire ne peut être comprise que rapportée à un ensemble des « logiques symboliques » qui la sous-tendent. Ces logiques ont été examinées sous le prisme de la dialectique de l'exclusion et de la traduction.

On a privilégié quatre axes de recherche :

1. Mener des recherches interdisciplinaires sur le thème « l'Europe : une communauté de traduction », accroître ainsi la compréhension de l'évolution de la citoyenneté et des identités européennes dans le contexte

- de la diversité nationale, culturelle, linguistique, historique, politique, juridique ;
2. examiner les différents aspects de la dialectique de la traduction et de l'exclusion et son rôle dans la construction de la citoyenneté européenne transnationale et anti-ségrégationniste ;
 3. examiner la manière dont la culture de traduction européenne façonne l'espace public européen et les nouvelles moeurs démocratiques ;
 4. étudier la prolifération des identités multiples en Europe, leurs interrelations et leurs conséquences pour la promotion d'une citoyenneté européenne.

La première partie de la recherche a permis une mise en forme théorique de la problématique. Une première série de séances a été consacrée aux questions méthodologiques posées par le lien entre l'exclusion et la traduction. A partir de ces premières considérations nous avons décidé de confronter nos approches méthodologiques de la façon la plus ouverte possible autour des zones d'intersections entre l'histoire, la philosophie, la linguistique et la psychanalyse.

Deux aspects ont été plus spécifiquement abordés.

D'une part, nous avons proposé une généalogie des relations entre exclusion et traduction pour comprendre comment se sont mises en place, au cours de l'histoire européenne, la neutralisation et la réactivation du principe de traduction.

IL'occultation de l'exclusion sous les espèces d'une exclusion intérieure allant elle-même de concert avec une « invisibilisation » des frontières dans la mondialisation. Nous nous sommes également intéressés à la politique comme enjeu de traduction – suivant l'hypothèse selon laquelle la politique de la traduction est également une traduction du politique.

Une série d'exposés nous ont aidé à réfléchir sur les concepts et les exemples. Qu'en est-il des projets universalistes dès lors que la communauté se reconstruit en termes d'identité culturelle ? Allons-nous les remplacer par une politique du particularisme pur ? Ou devons-nous, à l'inverse, nous mettre à penser la relation entre universalisme et particularisme d'une manière entièrement nouvelle ?

La discussion de ces questions a été prolongée par des réflexions sur la nécessaire « révision » de l'universalisme européen issu de la tradition des Lumières, sur les sens, la possibilité et les limites de sa réinterprétation dans les sociétés démocratiques contemporaines.

Dans cette perspective, nous avons poursuivi l'examen de la notion d'universel et de la controverse qu'elle suscite. Selon notre hypothèse de base, l'espace social doit être considéré comme un espace discursif dans lequel la division et l'antagonisme ne peuvent pas être éradiqués. Par conséquent, toute objectivité sociale est le résultat de l'établissement de frontières. C'est en ce déplacement de frontières - toujours contingent - que consiste la dialectique de l'exclusion et de la traduction.

Ce dont nous avons besoin, selon *Ernesto Laclau*, Université

d'Essex, c'est d'une nouvelle manière de concevoir la logique qui sous-tend la construction identitaire. En d'autres termes, il nous faut nous interroger non seulement sur les identités qui existent dans un certain contexte mais aussi sur les « règles grammaticales » de leur constitution qui sont toujours dépendantes du contexte.

Il nous faut donc passer d'un premier niveau - celui des identités - à un second - celui des règles de leur constitution - et puis à un troisième - celui des logiques qui sous-tendent ces règles. Ernesto Laclau a défendu l'idée que la logique qui gouverne la constitution des identités sociales et politiques est la logique de l'hégémonie. L'hégémonie constitue, selon lui, la catégorie fondamentale de l'analyse politique. Il a présenté cette logique dans différents travaux, et notamment dans *Hegemony and the Socialist Strategy. Towards a Radical Democracy* (Londres, Verso, 1985), écrit en collaboration avec Chantal Mouffe.

C'est dans cette perspective qu'il a tenté de concevoir l'universalité comme émergeant du terrain particulier dessiné par des logiques symboliques contingentes.

Les deux opérations principales par lesquelles se construit l'universel sont définies respectivement comme logique de la différence et logique de l'équivalence. La première définit des identités purement différentielles, tandis que la seconde crée au sein de l'espace social une frontière ou un clivage interne à travers lesquels les identités sociales établiront des relations de substitution partielle d'un côté ou de l'autre de la frontière. La seule universalité concevable sur ce terrain, selon Ernesto Laclau, est une universalité hégémonique.

L'opposition entre l'exclusion et la traduction est apparue ainsi susceptible d'être appréhendée sous une nouvelle lumière.

Plusieurs séances ont été consacrées alors au commentaire critique de certaines tendances normatives à l'œuvre au sein de la pensée contemporaine qui se sont efforcées d'ancrer l'universel dans quelque condition *a priori* indépendante de toute construction sociale particulière, comme par exemple la « situation de langage idéale » d'Habermas. A cette orientation habermasienne, les penseurs du conflit ont opposé une autre réévaluation de la démocratie, celle qui, appuyée sur la thèse de l'incommensurabilité des jeux de langage, affirmait un particularisme radical.

Pour sortir de l'opposition qui s'est avérée stérile entre les normes universelles constituantes, dit-on, des sociétés politiques et de tout ce qui y contrevient dans les sociétés réelles : exclusions, communautés, particularismes, plusieurs voies se définissent dans la réflexion contemporaines. Elles reviennent toutes à réévaluer ce qui donne sa validité aux pratiques sociales de la traduction.

Jelica Sumic, Université de Ljubljana, a pu montrer notamment que dans la perspective de la psychanalyse, le concept de traduction, normalement compris comme passage de langue à langue ne désigne pas seulement un phénomène limité à la linguistique, mais possède une visée générale.

S'appuyant sur la distinction entre le « tout » et le « pas-tout », deux figures de l'universel dégagées par Lacan, elle a entrepris de repenser

les impasses qu'engendrent les deux modèles de la construction de l'unité : celui de l'universalisme européen, aujourd'hui fracturé, et celui du particularisme qui, fondé sur l'idée d'une incommensurabilité radicale des langues et des cultures, récuse toute communication, toute « traduction » d'une langue et/ou culture à l'autre.

C'est précisément sur le terrain du particularisme généralisé actuel que se pose, selon elle, la question de savoir s'il existe une autre figure de l'universel, un universel plus complexe, intermédiaire, transférentiel. Tenant compte du fait que la fragmentation est devenue une tendance dominante des sociétés contemporaines, elle s'est attachée à montrer que le hiatus ainsi ouvert entre la société globale et les particularismes des communautés est de nature à ne pouvoir être rempli que par de nouvelles figures de l'universel qui résultent de la pratique de traduction. Selon son hypothèse, c'est la perspective de la traduction qui permet de dépasser aussi bien les limitations du modèle européen que l'agonistique du particularisme multiculturaliste.

Dans un deuxième volet, nous avons en particulier cherché à étendre les questionnements ouverts par les travaux de Lacan sur l'identification, envisagée sous deux aspects conjoints : imaginaire et symbolique. Nous avons prêté une attention particulière à l'identification politique.

Par conséquent, une attention spéciale a été portée aux questions d'identité. Les conceptions traditionnelles de la démocratie s'accompagnent toujours de considérations anthropologique, ce qui engage le concept clef de l'identité. Or dans les conditions économiques, techniques, sociales et culturelles des sociétés contemporaines, on a affaire à des modes d'identité décalées par rapport aux repères fixes qui ont servi à définir la construction identitaire. Flexibilité, multi-appartenance, caractère composite, intermittence et même pluralité identitaire, autant de caractéristiques à explorer aussi bien empiriquement que conceptuellement, avec toutes leurs conséquences sur la vie politique. Quelles sont les bases possibles de la communauté symbolique et de la communication ? Tous les débats d'aujourd'hui sur l'assimilation, l'intégration, le pluralisme des communautés concernent ces mutations de l'identité et son caractère problématique.

Cette recherche a été consacrée à un parcours des approches contemporaines de l'identité avec leurs implications à la fois conceptuelles et politiques. On a examiné d'abord un certain nombre de pensées, par exemple, celle de Habermas ou encore celle de Lefort pour en dégager les implications en termes de conception des pratiques politiques. Par la suite, on s'est efforcé de mener une réflexion plus générale sur les conceptions de l'identification qui sont ainsi en jeu.

Selon *Jean-Pierre Marcos*, Université de Paris 8, c'est la philosophie politique de C. Lefort qui permet de définir un programme de recherche sur la question de l'identification politique moderne. La restitution des philosophèmes majeurs de Lefort conduit à éprouver la pertinence des catégories de « symbolique » et d'« imaginaire » sollicitées pour penser la démocratie moderne. Ce qui fait tenir ensemble les hommes, selon J.-P. Marcos, n'est jamais un rapport de pur droit, si l'imaginaire ne doit pas sa seule raison d'être aux points de défaillance du symbolique, mais demeure le

symptôme d'une difficulté, sans doute incontournable, de la démocratie à se rendre lisible pour elle-même. Dès lors, la philosophie politique se voit assigner son véritable programme : penser le nœud singulier entre l'imaginaire de la légitimité et la nécessaire procédure formelle de l'élection démocratique. A défaut de penser cette conjonction, l'être ensemble moderne des hommes se trouve livré au réel de la pure déliaison.

Il nous revient donc de penser à quel titre le pluralisme, c'est-à-dire, la plurivocité des langages et des approches irréductibles à toute détermination univoque du sens, n'interdit pas la promulgation de règles communes, auxquelles personne ne peut se soustraire.

Le troisième groupe thématique rassemblait des études plus spécifiquement consacrées à la *traduction*. Concernant la traduction, nous avons essayé de renverser le point de vue qui prévaut habituellement, celui de la linguistique qui, capable de rendre compte du passage d'une langue à l'autre, s'est révélée impuissante à théoriser le passage de discours à discours. Nous avons montré les limites d'un tel usage de la traduction et proposé une position alternative à partir de deux options : la prise en compte de la diversité des pratiques traductives ; la prise en compte de l'impossibilité aussi bien de récuser l'universalisme que de s'en tenir à sa définition « européenne ».

Un premier groupe de séances visait donc à éclairer les pratiques traductives, entendus au sens large. Nous avons surtout insisté sur les enjeux politiques de la traduction qui fait aujourd'hui se restructurer de manière accélérée l'espace public européen.

On a poursuivi le travail dans la double perspective d'étudier, d'une part, les aspects politiques des pratiques traductives et, d'autre part, d'esquisser les développements possibles d'une politique de traduction. Navons retenus deux thèmes : la relation entre l'universel et l'intraduisible, et l'étude de « la politique de la traduction » comme pierre angulaire d'une Europe antiségrégationniste.

Grâce à certains théoriciens, en particulier Umberto Eco et Etienne Balibar, on sait aujourd'hui que la pratique de la traduction et la politique ne peuvent s'envisager de manière séparée. Dans son récent ouvrage, *Nous, Citoyens d'Europe*, Etienne Balibar, reprenant l'idée d'U. Eco selon laquelle « la langue de l'Europe », c'est la traduction, suggère, de manière intéressante, que le concept politique de l'Europe est à concevoir en termes de « communauté de traduction ».

Selon *Rado Riha*, Centre de recherches scientifiques, Ljubljana, il convient d'interroger cette intuition plus avant, tout en gardant à l'esprit la seule vraie question : Comment et à quel prix peut s'édifier un espace de traduction en Europe et quelles en sont les limites ?

Cette question constitue l'arrière-plan théorique sur lequel nous avons poursuivi l'étude de la communauté de traduction. L'intérêt de ce thème était de réfléchir sur la pertinence de ce type d'approche pour le questionnement de l'universel. Cette question a été abordée à partir d'une présentation de Rado Riha.

Il a repris à cette occasion son analyse de l'universel dans la perspective du jugement réfléchissant. Dans cette perspective, la question de

savoir si l'universel émerge du particulier apparaît comme un enjeu de la recherche sur la traduction. L'objectif était de faire émerger par l'examen de situations concrètes le nœud singulier, constituant l'universalité, entre la traductibilité et l'intraduisible. Toute traduction porte la marque de l'intraduisible qui ressurgit, pour reprendre la belle formule de Ricoeur, « dans la propension du langage à l'énigme, à l'artifice, à l'hermétisme, au secret, pour tout dire, à la non-communication ».

En commentant les deux figures de l'intraduisible à partir du modèle d'analyse esquissé par Ricoeur dans son livre *Sur la traduction*, Rado Riha a essayé de cerner la place de l'intraduisible dans la politique. Cet aspect a constitué l'un des axes de réflexion de ce projet. Nous nous sommes en particulier intéressés à l'intraduisible en tant que produit de la traduction elle-même, avec une réflexion sur les définitions implicites de cette notion que l'on pouvait trouver lors de certaines discussions autour du multiculturalisme.

A cet égard, nous nous sommes démarqués de deux positions. La première est celle qui choisit une langue dominante, l'anglais, langue internationale mondialisée, l'instrument transparent de la communication. La seconde est celle qui, s'appuyant sur l'idée d'une incommensurabilité absolue des langues, sacralise l'intraduisible.

Face à ces deux positions : l'universalisme indifférent aux langues et l'essentialisation des spécificités des langues, nous sommes partis du multiple sans viser l'unité qui subsumerait cette multiplicité. Nous sommes partis, non seulement de la multiplicité des langues, mais aussi de la multiplicité inhérente à chaque langue, suivant Lacan, selon qui « une langue, entre autres, n'est rien de plus que l'intégrale des équivoques que son histoire y a laissé subsister » (L'Étourdit).

Tenant compte de cette double multiplicité, intérieure et extérieure, nous avons posé le problème général de la traduction à partir de la question : *y a-t-il de l'intraduisible ?*

A partir du relevé de quelques-unes des impasses dans lesquelles se retrouve la traduction, *Jelica Sumic* a examiné dans un deuxième temps l'apport de la psychanalyse dont l'expérience, justement, signale la limite de la traductibilité. Dans cette perspective, il s'est agi de comprendre dans quelle mesure la prise en compte de la dimension de l'intraduisible permet de construire une nouvelle approche au problème de la traduction.

Oliver Marchart, Université de Bâle, quant à lui a abordé le thème de l'identité européenne et la différence des langues. La question fondamentale était : quel est le rôle que joue la langue comme facteur de délimitation culturelle ?

Partant de la situation politique actuelle avec son effondrement global des orientations idéologiques, surtout en Europe, il s'est efforcé de remettre en question la formation discursive de l'identité communautaire au niveau d'une histoire des idéologies et des institutions politiques.

À partir de cette question, il s'est interrogé sur la façon dont la pluralité des langues fait obstacle à la politique démocratique. Les tensions qui en résultent l'ont conduit à envisager la possibilité de penser cette pluralité à l'intérieur du champ politique, sans occulter pour autant son rapport à l'universalité. La question de la possibilité et des formes d'élaboration de

l'identité européenne, devenue depuis peu un objet d'interrogations politiques et théoriques, fut examinée dans ce cadre.

En mettant l'accent sur le *plurilinguisme* européen, nous avons poursuivi enfin l'enquête sur l'exclusion et la traduction. L'hypothèse générale de cette recherche au croisement des disciplines étant que l'Europe, réalité toujours mouvante et plurielle, spécialement dans ses langues, n'existe que comme espace de traduction. Cela ne peut manquer d'avoir des conséquences importantes sur la conception de la construction de l'espace européen. Il fallut l'examiner tout en tenant compte d'un malaise profond de l'unité européenne.

Jelica Sumic s'est arrêtée sur la question de la langue qui tient une place d'autant plus considérable que, tout en étant l'un des indices les plus généralement admis de l'appartenance à une communauté politique (le nom d'un peuple est le plus souvent le même que celui de la langue qui est la sienne), la langue se voit investie d'une rôle qui ne manque pas d'en appeler à toutes sortes de critères et d'arguments problématiques. L'histoire récente a amplement illustré que les recours à l'histoire, la géographie ou la philologie deviennent vite arguments de méconnaissance qui ne tardent pas à laisser la place aux armes.

Elle a montré que les incidences politiques de cette question touchent, d'une part, à la façon dont un sujet se trouve pris par rapport à la lignée dont, en tant qu'individu, il est issu et, d'autre part, à la dimension collective qui, selon les circonstances et de façon complexe, est susceptible de l'englober dans une *Massenpsychologie* dont il ne serait qu'un des éléments interchangeables. Pour aborder ces questions, il est nécessaire de se pencher sur ce qui, dans la « physiologie » du langage et de la langue, peut être porteur de tels effets. Ces quelques considérations portant sur les propriétés de la « matérialité » de la langue, de sa « physiologie », ont permis d'entrevoir ce qui donne son caractère particulier à l'identification sous les espèces d'une langue.

Une grande partie de la recherche a été consacrée à l'analyse des modèles et des discussions théoriques du plurilinguisme, du multiculturalisme et de la multiethnicité contemporaines. Cette partie de la recherche a eu pour but d'examiner un certain nombre de questions liées au plurilinguisme envisagé sous un angle à la fois historique et politique. Nous nous sommes en particulier intéressés aux politiques traductives en Europe, d'une part, et, d'autre part, aux cas particuliers du plurilinguisme européen.

Une partie de la recherche a été consacrée à une discussion des principes et des orientations qui gouvernent la politique linguistique de l'Union européenne. La présence de *Christina Schaeffer*, directrice de la School of Languages and Social Sciences, Université d'Aston, qui avait présenté un travail sur la traduction institutionnelle, nous a permis d'examiner un certain nombre de questions liées au fonctionnement des institutions de l'Union européenne dans la perspective du plurilinguisme.

Trois thèmes ont particulièrement été l'objet de nos réflexions .

Premièrement, comment le principe d'égalité entre les langues, qui garantit une égale validité aux instruments légaux et autres documents rédigés dans

les langues officielles, affecte la communication dans ses termes légaux, sémiotiques et idéologiques ?

Deuxièmement, qu'apprend-on à comparer la politique linguistique de l'Union européenne avec celle d'autres institutions internationales comme la Banque Mondiale, les Nations Unies, ou encore avec celle de certains nationaux plurilingues comme la Suisse ou la Belgique ?

Troisièmement, quelles langues, outre les langues officielles, sont utilisées pour communiquer dans les différents Etats de l'Union ? Qu'est-ce que cela implique pour la politique de traduction ? Quel est le rôle de la traduction par rapport aux autres moyens de communication interculturelle ?

Nous avons essayé d'aborder cette question du plurilinguisme à partir d'exemples précis. Deux cas principaux ont été étudiés: celui de la Suisse et celui de la Yougoslavie.

Il s'agissait, à partir d'une contribution de *Muhamedin Kullashi*, Université de Paris 8, de réfléchir sur les ambiguïtés du plurilinguisme dans l'ex-Yougoslavie. Nous avons abordé la question du plurilinguisme dans la deuxième Yougoslavie (1945-1991) dans le cadre du fonctionnement de la fédération comme modèle institutionnel qui devait gérer les diversités culturelles. Notre thèse étant que les changements du statut du plurilinguisme sont significatifs pour l'évolution politique de cette fédération. Afin d'élucider les rapports qui se sont noués entre le politique et le culturel dans la deuxième Yougoslavie, l'analyse des présupposés idéologiques de ce modèle a dû être accompagnée d'une présentation des enjeux politiques du système fédéral concernant les approches, à différentes périodes, de la « question nationale » (ou des relations interethniques). Nous avons tenté de comparer ces expériences politiques et culturelles, concernant le plurilinguisme dans la deuxième Yougoslavie, d'une part avec celles de la première Yougoslavie (1918-1940), et d'autre part avec les expériences dans les nouveaux Etats issus de l'éclatement de la deuxième Yougoslavie. L'importance tout comme les difficultés de la mise en œuvre d'une histoire du plurilinguisme yougoslave ont été soulignées.

Enfin un atelier, suivi d'une table ronde sur « *Unité et division de l'Europe : politiques linguistiques en Europe* », nous a permis d'approfondir des questions relatives à la spécificité du plurilinguisme européen.

Le rapport entre le plurilinguisme et l'Etat-nation a été le sujet de plusieurs interventions faites par des chercheurs invités. Cette partie de l'atelier a été axée sur l'étude comparée de la Suisse et de la Yougoslavie. Muhamedin Kullashi a discuté des rapports entre ethnicité et Etat dans la Yougoslavie fédérale (1945-1991). Tanja Petrovic a illustré la question de l'hétérogénéité ethnique en Slovénie, considérable surtout pour un pays souvent représenté comme homogène. De son côté, Oliver Marchart nous a exposé le cas de la Suisse à travers l'analyse d'une politique officielle du « malentendu réciproque » poussée à son terme. Une place a été réservée aux recherches en cours, notamment celles de Jelena Petrovic, Institut de sciences humaines, Ljubljana, qui nous a parlé de son travail sur les « convergences et conflits entre politique identitaire et politique de traduction » en prenant pour exemple le cas de l'ex Yougoslavie. D'approche

comparative et d'orientation interdisciplinaire, l'intervention de Tanja Petrovic a eu pour objet la diversification du serbo-croate. Suite à la disparition de la Fédération yougoslave, l'ancienne *lingua franca*, le serbo-croate, a éclaté en quatre « nouvelles » langues « différentes » : serbe, croate, bosniaque et monténégrine.

La dernière partie de l'atelier a traité des rapports entre mondialisation et plurilinguisme. La question du métissage a été le sujet d'une discussion critique d'un point de vue conceptuel (Ernesto Laclau). Christina Schaeffner a repris ces questions d'une façon globale en suggérant un modèle théorique très pertinent pour rendre compte du rapport entre deux tendances contradictoires : la globalisation et la tribalisation.

Quelques exposés ont abordé sous des angles particuliers le thème général du projet. Rado Riha et Oliver Marchart ont analysé la structuration de l'espace public européen sous le prisme d'une idéologie européenne de la traduction, tandis que Jelica Sumic a montré comment l'évaluation de la traduction relevait autant de stratégies et de négociations complexes à l'échelle locale, nationale et européenne, que d'une théorisation critique de cette notion.

A la fin de l'atelier nous sommes arrivés à une compréhension plus claire des rapports entre les constructions identitaires, envisagées sous le double aspect de la mondialisation et de la tribalisation dans les sociétés contemporaines. Au lieu de nous emprisonner dans le champ idéologique et agonistique du plurilinguisme, nous avons eu comme but de situer ce même *polos langagier* dans un contexte social et historique plus vaste, pour pouvoir mieux le comprendre.

La recherche s'est achevée par une journée d'étude qui s'est tenu à Reid Hall sur « *Exclusion et/ou traduction* ». Y ont participé, outre les membres du groupe de travail, des chercheurs invités. On s'est attaché à mettre en discussion, lors de cette rencontre, les frontières visibles et invisibles en Europe ; la traduction en Europe et la « traduction » de l'Europe ; l'espace communautaire sous le prisme des transitions politiques.

Quelques questions ont centrées nos réflexions et nos discussions :

La pratique de traduction s'inscrit-elle ou non dans la logique de l'universel et du particulier ? Peut-on établir une typologie générique des formes linguistiques, philosophiques, psychanalytiques, politiques de l'intraduisible ?

La notion de traduction permet-elle de penser consensus et conflits dans le champ politique ? Quel est le rôle de la traduction dans le combat contre l'exclusion ? En quoi la politique de la traduction est-elle spécifique ? Comment s'articulent la pratique traductive et la résistance dans le champ politique ?

De quelle manière la culture de traduction européenne façonne-t-elle l'espace public européen et les nouvelles moeurs démocratiques ? Qu'est-ce qu'une communauté de traduction ? Dans quelle mesure la communauté de traduction ouvre sur une nouvelle approche de l'identité, de la frontière, de la communauté, de la culture ... ?

Ainsi, à travers ce parcours dans divers registres de la dialectique de l'exclusion et la traduction, nous avons pu en conclusion parvenir à une

hypothèse synthétique :

Il nous est apparu tout d'abord que ce n'est seulement par exclusion que l'Europe conjure le spectre de l'Autre, mais qu'elle se propose également comme un espace de traduction. Il nous est apparu ensuite que nous pouvons reconnaître à la communauté de traduction un statut symbolique actuel et, à ce titre, le distinguer d'une simple virtualité.

In fine, essayant d'éviter le débat entre Europe des nations ou Europe des marchés, qui s'avère insuffisant pour rendre compte d'un phénomène particulièrement complexe —la construction de l'Europe—, nous avons visé à restituer l'idée d'une Europe des exceptions. Nous inspirant des positions d'Etienne Balibar quant à la centralité de la notion de la « communauté de traduction » dans sa réflexion sur la démocratie en Europe, nous avons décidé d'approfondir l'analyse de la constitution d'une nouvelle scène publique qui est en train de se constituer en Europe. Ainsi, il s'est agi de l'examiner sous le prisme de la communauté de traduction, en prenant en compte l'importance accordée à la diversité linguistique dans une Europe qui cherche à construire son image fédérale et multiculturelle.

JOURNEES D'ETUDES ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Les membres du groupe se sont réunis tous les jeudis et samedis des mois de janvier, février et mars 2005 pour des séances collectives de travail et de discussion. Parallèlement aux séances de travail fermées, consacrées à la discussion des travaux de recherche en cours et à l'étude des problèmes de méthodes qu'ils soulèvent, le groupe de travail a présenté ses recherches entamées dans le cadre de ce projet à Reid Hall le 17 février 2005.

Outre un atelier fermé portant sur divers modèles de « construction de l'universel » les 30 et 31 janvier 2005 à la Maison Suger, un petit colloque et une table ronde, organisés par Jelica Sumic sur le thème « Unité et division de l'Europe : politiques linguistiques en Europe » ont eu lieu à Reid Hall le 18 février 2005. Y ont fait des exposés, outre les membres du groupe de travail, Christina Schaeffner, Université d'Aston, Birmingham, Muhamedin Kullashi, Université de Paris 8, Jelena Petrovic, Institut de sciences humaines, Ljubljana, et Tanja Petrovic, Centre de recherches scientifiques, Ljubljana.

Ajoutons l'organisation et la tenue de la journée d'étude le 18 mars 2005 à Reid Hall sur le thème « Exclusion et/ou traduction ». Cette journée d'étude, en collaboration avec Antonia Birnbaum (Université de Paris 8), a permis d'articuler une réflexion sur l'Europe sous le prisme de la dialectique de l'exclusion et de la traduction. (Pour le programme de ces journées d'étude voir l'annexe.)

Ce projet de recherche donnera lieu à un échange continu entre les participants durant l'année 2005-2006. Les deux journées d'études seraient la première étape d'une série de deux ou trois rencontres dont la première, organisée par Oliver Marchart, aura lieu en septembre 2005 à Vienne sur le thème « Langue et nation. Comment parler en Europe ? »

Les membres du groupe ont présenté leurs recherches proches de la thématique du projet dans divers colloques, notamment à Londres, Madrid, Bruxelles et Vienne.

Les enjeux philosophiques et politiques de la traduction ont été débattus par deux membres du groupe (Ernesto Laclau et Jelica Sumic) lors du colloque sur « Le temps des partages », organisé à Paris par le Collège International de philosophie les 17, 18 et 19 février 2005.

Certains membres du groupe ont exposé leurs travaux dans un grand nombre de séminaires à l'Université de Paris 8, aux Universités d'Essex, de Vienne et de Ljubljana.

Les résultats de nos recherches ont été présentés dans le cadre de l'école doctorale au Centre de recherches scientifiques de Ljubljana.

La journée d'étude du 18 mars nous a permis de consolider les acquis des recherches menées au cours de ce projet, tout en dégagant de nouvelles pistes pour la recherche individuelle et collective. Un ouvrage collectif qui réunira les résultats de ce projet de recherche est en préparation.

Le groupe du travail tient à remercier l'équipe du Programme international d'études avancées à la Maison des Sciences de l'Homme, ainsi que celles de l'Institut Reid Hall et de la Maison Suger pour l'accueil et l'excellence des conditions de travail.

ANNEXE

PROGRAMME DES JOURNÉES D'ETUDES DU 18 FEVRIER ET DU 18 MARS 2005

Atelier du 18 février 2005

« Unité et division de l'Europe : politiques linguistiques en Europe »

Columbia University institute for Scholars at Reid Hall

Programme

14h – 14h30

Jelica Sumic, Université de Ljubljana, Slovénie
Présentation de l'atelier

14h30 – 15h15

Christina Schaeffner, Aston University, Birmingham
Translation and the EU – conditions and consequences

15h15 – 16h

Oliver Marchart, Institut für Medienwissenschaften, Université de Bâle
The Official Swiss Ideology of Mutual Misunderstanding

16h – 16h45

Muhamedin Kullashi, Université Paris 8
Remarques sur l'ambiguïté du plurilinguisme dans la deuxième Yougoslavie

16h45 – 17h30

Tanja Petrovic, Centre de recherches scientifiques, Ljubljana
The Serbo-Croatian Language and the Yugoslav Legacy : Roles, Uses and Ideologies

17h30 – 18h15

Jelena Petrovic, Institut des sciences humaines, Ljubljana
The Multilingual Balkan Region. Diversification of Languages : Conflict or Coexistence ?

18h15 – 19h 15 Discussion

19h30 – 21h30 Table ronde avec la participation d'Ernesto Laclau, Oliver Marchart, Rado Riha, Jean-Pierre Marcos, Jelica Sumic, Christina Schaeffner, Muhamedin Kullashi, Jelena Petrovic, Tanja Petrovic

**Journée d'étude du 18 mars 2005 sur le thème
« Exclusion et/ou traduction »**

au Columbia University Institute for Scholars at Reid Hall

Programme

9h30 – 9h45

Jelica Sumic, Université de Ljubljana, Slovénie
Présentation du thème

9h45 – 10h45

Ernesto Laclau, Université d'Essex

Exclusion, Identity, Hegemony

10h45 – 11h45

Tomaz Mastnak, Centre de recherches scientifiques, Ljubljana
Driving the Turk out and the Invention of Europe

11h45 – 12h45

Jelica Sumic, Université de Ljubljana
Traduction, transmission

12h45 – 13h45

Antonia Birnbaum, Université Paris 8
De la traduction au dialogique

13h45 – 14h45 Discussion

14h45 – 15h30 Pause, déjeuner

15h30 – 16h30

Jean-Pierre Marcos, Université Paris 8
Métapsychologie de la frontière : l'impossible pureté

16h30 – 17h30

Rado Riha, Centre de recherches scientifiques, Ljubljana
Pour une politique de l'intraduisible

17h30 – 18h30

Oliver Marchart, Université de Bâle
Distorted Universals

18h30 – 20h30 Discussion